

Taxe d'accise

● (1640)

Mes collègues discuteront en outre d'une question fondamentale dont le député d'Edmonton-Ouest nous a touché un mot, et dont naturellement tous les Canadiens se préoccupent; je veux parler du régime des impôts sur le pétrole et le gaz, imposé au pays, à l'industrie et aux provinces.

L'autre jour, à la Chambre, le ministre des Finances a déclaré, en nous faisant des reproches, que le gouvernement avait frappé les compagnies pétrolières d'impôts divers, mais qu'il n'avait pas reçu beaucoup d'aide des néo-démocrates. Je signale au ministre qu'il y a une excellente raison à cela. S'il avait écouté nos instances lors de la deuxième lecture, il comprendrait à quoi tient notre opposition au principe dont s'inspirent les taxes d'accise telles qu'elles ont été imposées. Ces taxes accablent le Canadien moyen lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une forme de crédit d'impôt, crédit dont nous ne cessons de plaider la cause depuis au moins trois ans aux Communes et ailleurs. Nous soutenons que le gouvernement doit redistribuer une partie de ses revenus supplémentaires aux Canadiens ordinaires, sous forme de dégrèvements fiscaux graduels.

Il y a également une autre raison à cela. D'une certaine façon, je suppose que l'imposition de cette taxe pourrait être considérée comme un simple outil de négociation ou comme un préambule aux négociations dans les étapes bidons que le gouvernement franchit doucement vers la conclusion d'un accord manifestement nécessaire en matière d'énergie entre les provinces productrices et le gouvernement fédéral. Néanmoins, il s'agit visiblement d'une taxe qui empiète carrément sur les compétences provinciales. Elle frappe le petit. Il ressort clairement des diverses représentations que nous avons reçues d'un certain nombre de producteurs et de travailleurs de l'industrie que cette taxe est très néfaste pour l'emploi et le niveau de production, de même que pour les Canadiens de l'Ouest. En tant que représentant de l'est du Canada, et plus précisément de la ville de Toronto que beaucoup de gens de l'Ouest considèrent comme le cœur du problème, je me permets de dire que l'industrie pétrolière a été caricaturée dans l'est du Canada, dans la presse de l'est du Canada.

Ce genre d'impôt porte un dur coup non pas tellement aux grandes compagnies pétrolières qui ont très peu protesté contre la politique énergétique du gouvernement—elles se sont contentées de faire quelques critiques très générales—mais surtout à ceux qui assurent tous les services et font les travaux à contrat et les autres travaux nécessaires dans la production pétrolière et gazière. Comme l'a dit le député de Kamloops-Shuswap, ce sont de petites entreprises. Ces gens-là ne sont pas

des millionnaires. Ils ne brûlent pas des billets de \$100 rien que pour s'amuser. Ces gens-là ont été mis au chômage à cause d'un impôt qui a frappé beaucoup plus les petites entreprises que les grandes sociétés. Cet impôt réduit beaucoup plus le cash flow des petites entreprises que celui des grosses sociétés. C'est une farce de la part d'un gouvernement qui prétend vouloir canadianiser l'industrie car cet impôt affaiblira les petites entreprises du secteur pétrolier et gazier qui devront se faire racheter par des multinationales. Le gouvernement a prouvé qu'il était vraiment disposé à subventionner les multinationales mais pas à bouger le petit doigt pour aider réellement la petite entreprise.

Je ne prends que quelques minutes de plus pour faire ressortir une autre réalité avec laquelle nous devons vivre: le profond sentiment d'incertitude et de malaise qu'inspire la conjoncture économique. Je veux parler plus précisément des problèmes de l'inflation et des taux d'intérêt. Ce sont des maux capables de ronger tout système économique stable et vigoureux. Ces phénomènes constituent de rudes épreuves pour le Canadien moyen et je crois qu'ils servent de contexte au débat que nous avons aujourd'hui.

Je me permets de dire au ministre que toute proposition qui a pour effet d'accroître le coût d'exploitation des petites entreprises au moment où elles subissent le terrible contrecoup des taux d'intérêt élevés est malavisée et nuisible à l'économie. Toute proposition qui entrave la conclusion d'un accord énergétique acceptable par tous les Canadiens, producteurs et consommateurs—et il faut absolument que nous trouvions le moyen de vivre ensemble et de satisfaire les demandes légitimes tant des producteurs que des consommateurs—est tout simplement régressive, futile, fondamentalement destructrice, et n'aide en rien à résoudre le problème.

Le Canada doit relever des défis fondamentaux, trouver une solution à l'absence d'un accord énergétique et aux problèmes que posent l'inflation et les taux d'intérêt élevés. Comme je l'ai dit à plusieurs reprises, je suis vivement inquiet, car le premier ministre (M. Trudeau) ne semble guère se préoccuper des questions qui influent vraiment sur le coût de la vie, le coût du travail et le coût des nécessités de la vie pour la famille canadienne. Je regrette qu'il en soit ainsi, mais j'espère que le ministre nous fera savoir que le gouvernement est disposé à accepter certaines propositions que nous avons énoncées et qui rendraient notre taxe d'accise plus progressive et équitable cette année, compte tenu du fait que le gouvernement se propose d'apporter des modifications importantes au régime de la taxe d'accise, modifications que nous débattons l'an prochain.